



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 25 février 2026

Nos réf. : SHM/MO/MT n° 26-54

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FONDERIES DE SAINT DIZIER

38 rue Waldeck Rousseau - 52100 SAINT-DIZIER

Code AIOT : 0005701281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 décembre 2025 dans l'établissement FONDERIES DE SAINT-DIZIER implanté 38, Rue Waldeck Rousseau - 52100 SAINT-DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIES DE SAINT-DIZIER
- 38, Rue Waldeck Rousseau - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005701281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des FONDERIES DE SAINT-DIZIER est spécialisée dans la production de grilles de caniveaux en fonte ductile (FGS) et en fonte à graphite lamellaire (FGL) pour le secteur de la voirie.

Le site de la société se situe au nord-est et à proximité du centre-ville de la commune de SAINT-DIZIER, dans une ancienne zone industrielle. Suite à l'expansion de la ville, la fonderie se trouve aujourd'hui entourée d'habitations, de ses anciens logements d'ouvriers et des ateliers municipaux. La société est propriétaire du terrain et des bâtiments qu'elle occupe, qui couvrent une superficie d'environ 16 000 m².

Pour sa production, l'établissement est équipé de deux fours électriques à induction de 5 tonnes permettant la fusion à 1 500°C du métal et d'un four de maintien. Le process de fabrication des pièces en fonte est classique dans le monde de la fonderie : 2 fours de fusion, 1 four de maintien, 1 ligne de moulage automatique (DISA), décochage, grenillage, parachèvement et peinture. La société est également dotée d'une unité de recyclage des sables usagés.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement est soumis au régime de l'autorisation et de l'IED pour son activité de fonderie. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral complémentaire (recodificatif) du 03/04/2018 (n°1061).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	VLE air - Concentrations	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	VLE air - Flux	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 4.1.1	Demande d'action corrective	
6	VLE eaux pluviales	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 4.3.7 & 4.3.11	Prescriptions complémentaires	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise des émissions diffuses	AP de Mise en Demeure du 13/05/2022, article 1	Levée de mise en demeure
4	Surveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 10.2.1	Sans objet
7	Autosurveillance des eaux pluviales	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 10.2.3	Sans objet
8	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 4.3.4	Sans objet
9	Gestion du risque foudre	AP Complémentaire du 03/04/2018, article 8.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le retour à la conformité du site concernant la captation des rejets atmosphériques issus des fours de fusion.

Les constats réalisés par l'inspection des installations classées montrent que le site respecte la plupart des prescriptions contrôlées. La conformité du rejet atmosphérique n° 3 sur le paramètre "poussières" doit être validée lors d'une prochaine campagne de mesures. Des efforts doivent néanmoins être menés par l'exploitant afin de revenir en conformité sur la qualité de ses eaux pluviales rejetées et de réduire ses prélèvements d'eau. Des prescriptions complémentaires sont proposées afin d'encadrer le retour à la conformité sur la qualité des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise des émissions diffuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des émissions diffuses
Prescription contrôlée : La société des FONDERIES DE SAINT-DIZIER, par la suite désignée « l'exploitant », est mise en demeure de respecter sous un délai de 2 mois, pour son site de SAINT-DIZIER, les dispositions suivantes extraites de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2018 susvisé : <i>« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. »</i> Les dispositions nécessaires s'entendent comme les mesures techniques simples de mise en œuvre et les mesures organisationnelles (formation du personnel pour la gestion de certaines opérations, fermeture d'équipements ou d'ateliers, etc.).
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 février 2022, l'inspection des installations classées avait constaté d'importants rejets diffus, en particulier lors de la fusion. Depuis, l'exploitant a mis en place un nouveau système de hotte au niveau de ses deux fours de fusion et ces deux fours sont chacun dotés d'un couvercle. L'ouverture et la fermeture de ces couvercles sont pilotés en fonction des phases de production (chargement du four, fusion, etc.). Le personnel a été sensibilisé à la bonne utilisation de ces nouveaux dispositifs de captation des émissions et à la fermeture des portes des ateliers. Au cours de cette visite, l'inspection des installations classées a pu constater l'efficacité de ces nouveaux dispositifs, leur bonne utilisation par le personnel selon les phases de production et n'a pas relevé d'émissions diffuses significatives dans l'atelier de fusion. Il est ainsi proposé de lever cette mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : VLE air – Concentrations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 3.2.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Concentrations maximales			
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ de 21%. 			
Paramètres	Concentrations limites en mg/Nm ³		
	Conduit n° 1	Conduit n° 2	Conduit n° 3
Poussières	10	20	10
SO ₂	100	/	100
NOx en équivalent NO ₂	100	/	100
CO	100	/	100
COV non méthaniques	110	/	110
COV visés à l'annexe III de l'AM du 02/02/98	20	/	20
COV de mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F, H341 et H351	2	/	2
Cd + Hg + Tl	0,1	/	0,1
Cd + Hg + Tl par métaux	0,05	/	0,05
As + Se + Te	1	/	1
Pb	1	/	1
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5	/	5
Zn	5	/	5
PCDD/PCDF ⁽¹⁾	0,1	/	0,1

⁽¹⁾ exprimé en ng ITEQ/m³

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

L'inspection des installations classées a étudié les rapports de mesures des rejets atmosphériques canalisés du site depuis 2023.

Pour le conduit n° 1, aucun dépassement des concentrations limites imposées n'a été constaté.

Concernant le conduit n° 2, à l'exception de la mesure de 2023 où un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) pour les poussières a été constaté (26,91 mg/Nm³), toutes les concentrations mesurées respectent les VLE.

Enfin, les mesures réalisées sur le conduit n°3 depuis 2023 montrent également le respect des VLE applicables. Seul un dépassement a été constaté en 2025 pour les poussières (26,89 mg/Nm³). Le rapport de mesure précise néanmoins que « *la manipulation du matériel (notamment le déroulage des lignes de prélèvement) au pied de la nacelle dans un endroit exigu a provoqué malencontreusement un arrêt d'urgence de l'installation en appuyant sur le bouton présent sur le coffret électrique qui se trouve au pied de l'installation.* » Pour cette raison, l'organisme de contrôle a invalidé le 1^{er} essai de la campagne et il a indiqué que cela « *ne remet pas en cause les déclarations de conformité sur les essais 2 et 3* ». La concentration moyenne indiquée (26,89 mg/Nm³) tient compte uniquement de ces essais 2 et 3. L'inspection note toutefois que les analyses de répartition des poussières réalisées au cours de la même campagne n'aboutissent pas aux mêmes résultats puisqu'ils révèlent les concentrations suivantes :

- PM10 (particules de 0 à 10 µm) : 0,321 mg/Nm³,
- PM2,5 (particules de 0 à 2,5 µm) : 0,04 mg/Nm³,
- particules > 10 µm : 0,04 mg/Nm³.

Afin de comprendre l'origine du dépassement constaté, l'exploitant a étudié ses données de mesures en continu sur la même période que les essais 2 et 3. Ces données, consultées par l'inspection des installations classées, ne montrent pas de concentration moyenne en poussières au-delà de la VLE applicable. L'inspection note par ailleurs que ce système de mesure en continu a fait l'objet d'un rapport QAL 2 en décembre 2023 et d'un rapport AST en juin 2024. Ce dernier indique que « *la réponse respecte les critères de variabilité et de justesse la fonction déterminée lors du QAL2 est toujours exploitable pour le paramètre suivant : Poussières* ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant organise une nouvelle campagne de mesure des rejets de poussières du conduit n° 3 afin de s'assurer de la conformité de ce rejet. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Flux maximums

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites des flux ci-après.

Paramètres	Flux en kg/h		
	Conduit n° 1	Conduit n° 2	Conduit n°3
Poussières	1,02	0,14	0,15
SO ₂	10,2	/	1,5
NOx en équivalent NO ₂	10,2	/	1,5
CO	10,2	/	1,5
COV non méthaniques	11,2	/	1,65
COV visés à l'annexe III de l'AM du 02/02/98	2,04	/	0,3
COV de mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F, H341 et H351	0,2	/	0,03
Cd + Hg + Tl	0,01	/	0,0015
Cd + Hg + Tl par métaux	0,005	/	0,00075
As + Se + Te	0,1	/	0,015
Pb	0,1	/	0,015
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	0,5	/	0,075
Zn	0,5	/	0,075
PCDD/PCDF ⁽¹⁾	10,2	/	1,5

⁽¹⁾ exprimé en µg ITEQ/h

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

En application de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, les émissions de poussières sont maintenues à un niveau inférieur à **0,2 kg de poussières/tonnes de fonte** (sur une année civile).

Constats :

L'inspection des installations classées a étudié les rapports de mesures des rejets atmosphériques canalisés du site depuis 2023.

Pour le conduit n° 1, aucun dépassement des flux limites imposés n'a été constaté.

Concernant le conduit n° 2, à l'exception de la mesure de 2023 où un dépassement de la VLE pour les poussières a été constaté (0,415 kg/h), tous les flux mesurés respectent les VLE.

Enfin, les mesures réalisées sur le conduit n°3 depuis 2023 montrent également le respect des VLE applicables. Seul un dépassement a été constaté en 2025 (0,208 kg/h). Ce résultat fait l'objet des mêmes incertitudes que celles soulevées au point de contrôle n°2 ci-avant.

D'après la production de fonte de 2024 (11 945 tonnes) et le flux annuel de poussières déclaré en 2024 (1 787,741 kg), le flux spécifique de poussières de l'installation est de 0,15 kg de poussières par tonne de fonte, respectant ainsi la VLE imposée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant organise une nouvelle campagne de mesure des rejets de poussières du conduit n°3 afin de s'assurer de la conformité de ce rejet. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 10.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

N° du conduit	Installations raccordées	Fréquence Poussières	Fréquence Dioxines	Fréquence Métaux*	Fréquence COVNM**	Fréquence COV spéciation	Fréquence NOx	Fréquence SO ₂	Fréquence CO
1	Fusion - Moulage - Sablerie	En permanence par sonde et tous les ans par méthode normalisée	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans
2	Grenaillage	En permanence par sonde et tous les ans par méthode normalisée	/	/	/	/	/	/	/
3	Four de maintenance et station de traitement de la fonte	En permanence par sonde et tous les ans par méthode normalisée	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans

* La liste des métaux à analyser est la suivante :

- $\text{Cd} + \text{Hg} + \text{Ti}$ (par métal + somme),
- $\text{As} + \text{Se} + \text{Te}$ (somme),
- Pb ,
- $\text{Sb} + \text{Cr} + \text{Co} + \text{Cu} + \text{Sn} + \text{Mn} + \text{Ni} + \text{V} + \text{Zn}$ (somme).

** COV non méthaniques

$$[\dots]$$

Constats :

L'inspection des installations classées constate le respect des fréquences de contrôle des émissions atmosphériques du site.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les fréquences de contrôle de ses rejets atmosphériques feront l'objet d'une révision dans le cadre du processus de réexamen en cours actuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le réseau d'alimentation en eau potable de la ville de SAINT-DIZIER qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés jusqu'à 10 000 m³/an.</p> <p>Aucun prélèvement direct dans le milieu naturel n'est autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les éléments indiqués par l'exploitant, aucun système de réfrigération en circuit ouvert n'est présent sur le site.</p> <p>Le site est équipé de trois compteurs d'eau. L'arrivée d'eau principale est dotée d'un télécompteur. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'extraction indiquant les consommations journalières depuis le 1^{er} janvier 2025. Ce relevé indique une consommation maximale de l'ordre de 77 m³/j.</p> <p>Le site est alimenté en eau exclusivement à partir du réseau public.</p> <p>La consommation annuelle d'eau du site depuis 2022 s'établit de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2022 : 13 862 m³,• 2023 : 10 244 m³,• 2024 : 12 691 m³,• 2025 : 9 952 m³ (jusqu'au 11 décembre). <p>Concernant l'année 2022, l'exploitant a indiqué avoir rencontré des soucis de recirculation d'eau pour le refroidissement des pièces ayant nécessité des appoints supplémentaires. En 2024, le dysfonctionnement d'une vanne de la tour adiabatique du site a entraîné une surconsommation au cours de l'année.</p> <p>Afin de réduire ses prélèvements d'eau, l'exploitant a mis en place un plan d'action visant :</p> <ul style="list-style-type: none">• sous deux mois :<ul style="list-style-type: none">◦ à surveiller le bon fonctionnement des vannes de vidange des tours adiabatiques,◦ à vérifier le bon fonctionnement en circuit fermé des installations de refroidissement des pièces avant peinture,• sous un an, à installer des sous-compteurs sur le réseau d'eau pour mesurer les consommations spécifiques,• sous deux à trois ans, à agrandir la chaîne de peinture pour que le refroidissement des pièces avant peinture soit réalisé à l'air libre plutôt qu'avec de l'eau.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre son plan d'action en vue de limiter sa consommation d'eau et de respecter le volume annuel autorisé de 10 000 m³.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : VLE eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 4.3.7 & 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4.3.7 :

[...]

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.3.11 :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet n° 1 et 2 vers le milieu récepteur (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Concentration maximale en mg/l
MES	35
DBO	30
DCO	125
Hydrocarbures	5

Constats :

Les résultats d'analyses de 2023 et 2024 sur le rejet n° 1 montrent le respect des VLE hormis pour les MES avec des concentrations respectives de 85 et 76 mg/l. La dernière mesure réalisée en janvier 2026 transmise par l'exploitant suite à la visite montre le respect de l'ensemble des VLE applicables au rejet n° 1.

Pour le rejet n° 2, les dépassements suivants sont constatés :

- pH : 9,4 en 2023, 9,5 en 2024, 9,5 en janvier 2026 (la mesure en laboratoire de janvier 2026 (8,3) diffère notablement de la valeur mesurée sur le terrain,
- MES : 2 100 mg/l en 2023 et 1 600 mg/l en 2024, 53 mg/l en janvier 2026,
- DCO : 990 mg/l en 2023 et 750 mg/l en 2024.

Les dépassements constatés sur ces points de rejet seraient dus, selon l'exploitant à l'entraînement de poussières de sable et d'argile dans les eaux pluviales. L'exploitant a indiqué que la cour fait l'objet d'un nettoyage mensuel.

En vue de réduire cette contamination des eaux pluviales principalement sur le rejet n° 2, l'exploitant a pour projet de couvrir le passage entre le parc matière et la zone de stockage de sable qui est aujourd'hui, comme a pu le constater l'inspection au cours de la visite, une importante source de boues salissant les roues des engins circulant ensuite notamment dans la cour du site. Cette couverture devrait être finalisée en début d'année 2026 et permettre ainsi de réduire les salissures de la cour.

Enfin, l'exploitant a identifié en 2025 l'apparition de trous dans le conduit de l'élévateur de sables permettant d'acheminer le sable usé dans le silo dédié. L'exploitant a indiqué que la réparation du conduit de cet élévateur avait été réalisée durant les congés d'hiver.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre toutes les actions nécessaires en vue d'un retour à la conformité pérenne sur ses points de rejet d'eaux pluviales. Une nouvelle analyse des eaux pluviales est réalisée suite à la mise en place de la couverture du passage entre le parc matière et la zone de stockage de sable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autosurveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 10.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue annuellement un contrôle de la qualité de ces rejets d'eaux pluviales (rejets n° 1 et n° 2) sur la base des paramètres définis à l'article 4.3.11 du présent arrêté.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant avait réalisé le contrôle de la qualité de ses rejets d'eaux pluviales en 2023 et en 2024. Pour 2025, l'exploitant a passé commande à son prestataire le 17/11/2025 pour sa campagne annuelle de contrôle. Ce dernier n'a pas été en mesure de se rendre disponible lors d'un épisode pluvieux afin de réaliser les mesures demandées sur la fin de l'année 2025. La mesure a été réalisée le 8 janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. [...] Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les [...] bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les eaux pluviales collectées vers les points de rejet n° 1 et 2, comprenant notamment des eaux pluviales de voiries, sont traitées préalablement à leur rejet. L'exploitant a indiqué procéder à un nettoyage annuel de ses systèmes de traitement. La dernière opération de pompage de ces installations a été réalisée le 21 août 2025. Le système de traitement du point de rejet n° 2 est en outre doté d'une alarme visuelle et sonore d'hydrocarbures et du niveau de boues. Le bordereau de suivi des déchets pompés le 21 août 2025 a été transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2018, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un délai de trois mois, une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Sous un délai de six mois et en fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>En fonction des conclusions de l'étude technique, l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent sous un délai d'un an à compter de la réception de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son Analyse du Risque Foudre (rapport BCM Foudre daté du 18/09/2018). Cette étude précise que l'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle conclut qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place une protection, que ce soit contre les effets directs ou indirects de la foudre. Ainsi, aucune étude technique n'est nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite